

E-BULLETIN DE L'UIP

N° 2 - 30 avril 2012

- 1. Envoi d'une mission de l'UIP au Myanmar pour aider au rétablissement de la démocratie parlementaire**
- 2. Action de l'UIP et du PNUD pour renforcer le Secrétariat du Conseil législatif palestinien**
- 3. Possible renforcement de la collaboration entre parlements et instances d'observation du travail parlementaire**
- 4. Le Parlement du Rwanda veut faire entrer l'égalité des sexes dans l'équation budgétaire**
- 5. Lancement du *Rapport parlementaire mondial* à l'échelon national**

Envoi d'une mission de l'UIP au Myanmar pour aider au rétablissement de la démocratie parlementaire - Alors qu'Aung San Suu Kiy et les autres parlementaires nouvellement élus de la Ligue nationale pour la démocratie s'appêtent à participer aux dernières réunions d'une session extraordinaire du Parlement du Myanmar, qui s'achève cette semaine, une mission de l'UIP est sur place pour aider à la reconstruction d'une institution législative véritablement démocratique. Cette mission consistera à examiner le fonctionnement actuel du Parlement, notamment à identifier les problèmes urgents et à définir des solutions avant la prochaine session plénière du Parlement. La délégation de l'UIP rencontrera en outre les dirigeants des partis politiques, les Présidents des deux chambres, des présidents de commission parlementaire, des femmes parlementaires et de nouveaux élus, ainsi que des membres du personnel administratif du Parlement. Elle se penchera entre autres sur les relations entre le Parlement et le Gouvernement du Myanmar, sur la structure des deux chambres et leurs relations, le rôle et les responsabilités de l'opposition parlementaire, les relations avec les électeurs et la société civile en général, et sur les mesures qui pourraient aider le Parlement à aborder les questions d'égalité entre hommes et femmes. Elle s'intéressera aussi aux systèmes de rédaction des lois et de contrôle, ainsi qu'aux moyens qui permettraient au Parlement de contribuer davantage à la promotion et à la défense des droits de l'homme.

Les quatre membres de la délégation commenceront aussi à travailler sur les aspects pratiques afin de donner aux parlementaires et aux services administratifs du Parlement une première approche des principes démocratiques et des bonnes pratiques parlementaires. Une fois qu'elle aura remis ses conclusions aux autorités parlementaires du Myanmar, l'UIP élaborera un programme d'assistance durable en vue de renforcer les rôles législatif, de contrôle et de représentation du Parlement national, qui contribuera à l'affermissement d'une gouvernance démocratique et transparente. Le Secrétaire général de l'UIP, Anders B. Johnsson estime que « le projet à long terme qui naîtra de cette mission non seulement aidera le Myanmar à un moment crucial, mais, en outre, permettra aux parlements et autres institutions qui souhaitent lui apporter un appui concret, de se faire une idée précise de ce qui est nécessaire ».

Action de l'UIP et du PNUD pour renforcer le Secrétariat du Conseil législatif palestinien - Des experts de l'UIP ont été délégués à Ramallah, en Cisjordanie, dans le cadre d'un projet UIP-PNUD visant à aider le Secrétariat du Conseil législatif palestinien à se

préparer en vue de la reprise du travail parlementaire. Vingt-trois membres du Conseil législatif (CLP), notamment son président, soit près de 20 % des effectifs, sont en rétention administrative en Israël (<http://www.ipu.org/press-f/kamp1.htm>). A cela s'ajoutent les divergences de vues entre les deux principaux groupes politiques : le Fatah et le Hamas, autant d'éléments qui paralysent l'institution législative palestinienne depuis 2007. Si le Secrétariat du CLP n'a jamais cessé de fonctionner, la quasi-inactivité de l'institution a malgré tout eu des répercussions sur son rôle et ses capacités.

Ce projet fait partie d'un vaste programme d'appui financé par l'Union européenne. Il aidera le Secrétariat du CLP à se muer en une administration parlementaire neutre et moderne, plus à même d'accompagner le CLP dans ses fonctions législative et de contrôle. Les experts de l'UIP examineront entre autres les structures actuelles et travailleront au rapprochement des cadres juridiques qui diffèrent entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza, respectivement dirigées par le Fatah et le Hamas. Un autre expert de l'UIP arrivera sur place la semaine prochaine pour s'occuper du renforcement des services documentaires du Secrétariat, afin que les parlementaires puissent accéder plus facilement aux informations dont ils ont besoin dans leur travail. Ce sont au total 20 missions d'experts qui seront déléguées à Ramallah dans les 18 prochains mois, dans le cadre de ce programme.

Possible renforcement de la collaboration entre parlements et instances d'observation du travail parlementaire - Conscient que les relations entre les parlements nationaux et les instances d'observation du travail parlementaire sont parfois difficiles, le Secrétaire général de l'UIP, Anders B. Johnsson, recommandera néanmoins qu'ils étudient comment travailler ensemble. Devant s'exprimer aujourd'hui, 30 avril, à une conférence de dirigeants des organisations de contrôle parlementaire organisée par le National Democratic Institute (NDI), la Sunlight Foundation et le Réseau latino-américain pour la transparence législative, à Washington, M. Johnsson mettra en exergue les nombreux instruments et normes existants pour rendre les parlements plus transparents et plus démocratiques, notamment ceux qui ont été élaborés par l'UIP, sur lesquels les instances d'observation peuvent s'appuyer dans leur travail. Les participants de cette conférence consacrée à la promotion de parlements transparents et démocratiques étudieront un projet d'« engagement à la transparence » à l'intention des parlements.

Le Parlement du Rwanda veut faire entrer l'égalité des sexes dans l'équation budgétaire - Déterminé à ne pas se reposer sur ses lauriers, le Parlement rwandais qui compte déjà le plus grand pourcentage de femmes (56,3 % à la chambre basse) a bien l'intention d'instaurer l'égalité des sexes dans tous les domaines. Et c'est pourquoi il s'achemine à présent vers la mise en place d'une budgétisation soucieuse des besoins tant des femmes que des hommes dans les stratégies de développement. Faisant suite à une demande du Forum des parlementaires rwandaises, une équipe de l'UIP vient d'achever dans ce pays d'Afrique la formation de 50 personnes (hommes et femmes, élus et membres du personnel parlementaire), parmi lesquelles des sénateurs nouvellement élus, sur l'intégration des questions d'égalité des sexes et la budgétisation-genre. Cette formation qui doit servir à préparer la prochaine session budgétaire du Parlement a d'ores et déjà permis de lancer de nombreuses idées sur les mesures accessibles au Parlement pour favoriser l'égalité des sexes, notamment dans l'éducation, la santé et le secteur économique.

Lancement du *Rapport parlementaire mondial* à l'échelon national - L'UIP a invité les parlements à organiser, au niveau national, la promotion du *Rapport parlementaire mondial* produit conjointement par l'UIP et le PNUD sur l'évolution de la représentation parlementaire. Depuis son lancement international à la 126^{ème} Assemblée de l'UIP, à Kampala, au début du mois, cette publication a été lancée au niveau national à l'Assemblée nationale de l'Equateur. Et une manifestation similaire est prévue au Bangladesh début mai. Les Membres de l'UIP recevront prochainement une lettre du Secrétaire général les invitant à analyser les conclusions du *Rapport*, dont le sujet a eu un fort retentissement à l'Assemblée de Kampala. Il leur sera en outre demandé d'ouvrir le dialogue avec la société civile sur ce qu'il convient de faire pour renforcer les liens entre parlements et citoyens. Les Membres de l'Organisation recevront aussi des informations sur le concours que peut leur apporter le Secrétariat de l'UIP pour la promotion du *Rapport parlementaire mondial*. On trouvera le rapport, ainsi que d'autres informations en ligne à l'adresse suivante : <http://www.ipu.org/dem-f/gpr.htm>.